



Mai / May 2019

CONAC NEWSLETTER

Bulletin bilingue d'information de la Commission Nationale Anti-Corruption

Année / Year 2, N° 029



Gratuit / Free

Tél: 222 20 37 32, 658 262 682, 651 649 194 • Fax: 222 20 37 30 • Hotline: 1517

B.P./P.O Box : 33 200 Yaoundé

Website : www.conac.cm

Mailto : info@conac.cm

PESAGE ROUTIER : CES AMENDES FANTAISISTES

De plus en plus, des enquêtes de la CONAC révèlent que les agents opérateurs dans certains postes de pesage au Cameroun arnaquent les camionneurs et conducteurs des gros porteurs afin de leur extorquer de l'argent. Deux cas de figures : Une amende de 33 000 FCFA infligée à un camionneur a été annulée à la suite d'une « contre-pesée » exigée par la CONAC le 25 mars 2019 au pesage de Nomayos. Un scénario similaire a été vécu à Mekong le 02 avril 2019.



La CONAC au pesage de Nomayos.



La CONAC au pesage de Mekong.

Pierre, chauffeur d'un camion en provenance de Douala pour N'djaména au Tchad, a saisi la CONAC pour dénoncer ce qu'il a qualifié de tentative d'arnaque. Selon ses dires, après avoir refusé d'exécuter le paiement d'un pot-devin de 15 000 FCFA demandé par Monsieur N. M. S. en service à la station de pesage de Nomayos dans la nuit du 24 au 25 mars 2019, sous le prétexte que sa cargaison était en surpoids, une amende manifestement fantaisiste lui a été signifiée, ticket de pesée à l'appui.

Immobilisé pendant plus de 10 heures de temps, il a saisi la CONAC par son numéro vert le 15 17.

Ayant mesuré la gravité et la flagrante des faits dénoncés, la CONAC a invité le dénonciateur à se rendre à son siège au Palais des Congrès de Yaoundé pour organiser une descente sur le terrain.

Après l'étude approfondie de la dénonciation et les modalités d'usage, le Président de la CONAC a commis une équipe d'Action par voie d'Intervention Rapide (AIR) pour vérifier les allégations sur place.

Un ticket de pesée de la veille comportant une amende de 33 000 FCFA était bien visible dans le dossier. A Nomayos, la CONAC a demandé une « contre-pesée ». Résultat sans ambages la cargaison n'est pas en surcharge et aucune amende ne peut être infligée au transporteur.

La mission a exigé et obtenu la libération du camion et l'annulation de l'amende. « Je remercie la CONAC et j'appelle tous mes camarades à ne plus se laisser faire. Dénonçons ces abus auprès de la CONAC », a lancé le chauffeur en reprenant la route de

N'djaména.

Les responsables du pesage interrogés ont justifié cette différence flagrante des poids du fait de la vétusté des équipements. Ils expliquent que le 25 mars, peu avant l'arrivée de la CONAC, les services de la métrologie du Ministère du Commerce sont venus vérifier et corriger le pont bascule.

Sur le site, plusieurs chauffeurs de camion interrogés affirmaient pourtant vivre des situations similaires au quotidien et depuis des lustres.

La semaine d'après, précisément le

02 avril, même scénario à la station de pesage de Mekong près d'Akonolinga. Une amende de 24 500 FCFA a été annulée après une « contre-pesée » exigée par la CONAC en intervention rapide. « J'ai franchi 6 stations de pesages depuis Garoua sans être jugé en surpoids. Ici ils disent que je dois payer. C'est pour cela que j'ai saisi la CONAC », a expliqué Dieudonné un chauffeur de camion qui a appelé le 15 17, le numéro vert de la CONAC.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION À LA GENDARMERIE

LE 1501 MIS À LA DISPOSITION DES CITOYENS

Le Numéro Vert de la Gendarmerie Nationale a été officiellement lancé par le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Défense chargé de la Gendarmerie nationale, Galax Yves Landry ETOGA.

La Gendarmerie Nationale a présenté au public sa Ligne Verte, le 29 avril 2019, 12 mois après sa mise en place. Cette présentation s'est déroulée au cours d'une cérémonie solennelle dont le Président de la CONAC, le Révérend Docteur Dieudonné MASSI GAMS, était l'invité d'honneur.

Le 1501 est un numéro d'appels gratuits, dédié à la dénonciation des actes d'arnaque, d'extorsion, d'abus, commis par les gendarmes, tous grades confondus, sur l'étendue du territoire national. Durant les 12 mois qui ont précédé le lancement officiel de cette ligne verte, la Cellule de Lutte Contre la Corruption de la Gendarmerie Nationale, en charge de la gestion de ladite ligne, a enregistré 600 dénonciations dont 70% étaient recevables dans la forme.

Aux termes des investiga-



Présentation du 1501 aux officiers



Photo de famille

tions, 100 gendarmes ont été reconnus fautifs et ont écoupé des sanctions proportionnelles aux fautes commises. Les statistiques des dénonciations par région placent le Centre et le Littoral en tête. Ces données ont également permis à la Gendarmerie Nationale d'identifier ses pans les plus exposés à la corruption. La police administrative et la police judiciaire ont ainsi été reconnues comme les services les plus exposés du corps.

Par ailleurs, un exposé sur le respect des Droits de l'Homme a été présenté aux responsables des services centraux et Commandants de Brigades réunis pour la circonstance.

HOW TO DENOUNCE CORRUPTION

What to denounce: Any act of corruption which you witness. Lay emphasis on the facts.

Who to denounce: Everybody involved in any act of corruption. Get his/her names, place of work and function. Describe what he/she does. You can decide to remain anonymous.

How to reach CONAC: Address your complaint to the Chairperson of CONAC and forward using the following means of communication.

- **Hotline: 1517 (calls are free of charge)**
- **Hand mail: Drop your denunciation at the Headquarters of the National Anti-Corruption Commission located at the Yaounde Conference Centre.**
- **Postal mail: Send to P.O. Box 33200 Yaounde**
- **Téléphone : 222 20 37 30 / 658262682 / 651649194**
- **Fax: 222 20 37 30**
- **Email: info@conac.cm**

The denunciation of corruption is a patriotic obligation and a civic responsibility.

DON'T JUST WISH FOR CHANGE. BE THE CHANGE YOU WANT TO SEE. FIGHT CORRUPTION

CONAC LAUNCHES THE 11TH SERIES OF THE RAPID RESULTS INITIATIVES

CONAC's Chairman challenges the Strategic Leaders of different Institutions, to live up to their roles and provide the necessary means for their teams to work and produce results in the engaged Rapid Results Initiatives.

The ceremony to launch the 11th series of the Rapid Results Initiatives (RRI) was presided at by the Chairman of CONAC, Rev. Dr. Dieudonné MASSI GAMS, at CONAC's Headquarters on the 4th of April, 2019. Assembled for the event, were members of the Anti-Corruption Units of different administrations.

Addressing the participants present, CONAC's Chairman echoed the Head of State's call to desist from corruption when he said "tell yourselves that when one person steals from the State, it's not only the State he steals from, but it's everyone of us who is dispossessed".

As part of the launching of the 11th series of the Rapid Results



Delegations in attendance presented the problems they will be working on within the 100-day period.

Initiatives, different delegations from the administrations in attendance, presented the problem they will be working on within the 100-day period of the Rapid Results Initiatives.

The Ministry of Finance, the Ministry of Secondary Education, the Ministry of Public Service and Administrative Reforms and a host of others, all presented their IRR plans, bordering on pertinent issues which, if resolved, will go a long way to help curb corruption in their respective institutions.

At the end of the launch, a rendez-vous was taken for the 31st of July, 2019, when the various administrations will be expected to each render a report on their RRI.

IRR DU MINFI ET DU MINESEC EN COURS D'IMPLEMENTATION

SECTEUR DES FINANCES



Représentant MINFI au lancement

Problématique:

- Les délais anormalement longs de traitement des dossiers au Ministère des Finances en général, en particulier à la Sous-Direction des pensions et rentes viagères de la Direction des dépenses du personnel et des pensions.
- Lenteurs dans le traitement des dossiers des pensions civiles à la Sous-Direction des pensions et rentes viagères de la Direction de la dépense du personnel et des pensions.

Constats

- Les nombreuses plaintes des personnels de l'Etat admis à faire valoir leurs droits à la retraite quant au manque de visibilité et de prédictibilité dans l'aboutissement de leurs dossiers au Ministère des Finances.
- Le non respect quasi systématique des délais réglementaires de traitement des dossiers

Causes

- L'insuffisance de personnel;
- La formation insuffisante du personnel existant;
- Le non respect des procédures;
- Le non respect de l'ordre chronologique dans le traitement des dossiers;
- Les nombreux rejets injustifiés;
- L'influence des intermédiaires dans le suivi des dossiers;
- Le manque d'intégrité de certains personnels;
- L'insuffisante synergie entre les parties prenantes.

Conséquences

- Perte de confiance de l'utilisateur en la qualité du service public au MINFI;
- Arnaque des usagers qui sont des victimes vulnérables de ces pratiques;
- Vulnérabilité accrue des pensionnés;
- Retard dans la délivrance du service public.

Résultat escompté au bout de 5 ans: Réduire de 83%, le délai de traitement des dossiers à la Sous-Direction des pensions et rentes viagères de la Direction des dépenses du personnel et des pensions.

Résultat escompté à 1 an: Réduire de 75%, le délai de traitement des dossiers à la Sous-Direction des pensions et rentes viagères

IRR : Au 15 juillet 2019, réduire de 50% les délais constatés dans le traitement des dossiers à la sous-direction des pensions et

rentes viagères de la Direction des dépenses du personnel et des pensions.

En quoi l'IRR est-elle ambitieuse?

- Réduction des dysfonctionnements dans la chaîne de traitement des dossiers;
- Renforcement de la synergie entre les différentes parties prenantes;
- Satisfaction d'un plus grand nombre d'usagers;
- Amélioration de la qualité des services;
- Productivité accrue dans le service concerné.

L'IRR Permettra :

- Une réorganisation du travail;
- Une amélioration des conditions de travail;
- Un réaménagement du circuit des dossiers;
- Une réactivation de la culture du travail en équipe.

Mesures préconisées

- Sensibiliser les parties prenantes (personnel et usagers), renforcer l'informatisation du processus
- Recensement des instances
- Renforcer les capacités du personnel
- Améliorer le cadre du travail
- Instaurer des registres de suivi des dossiers de l'entrée à la sortie
- Valoriser les personnels plus intégrés
- Suspendre, affecter et attribuer les sanctions négatives aux agents indisciplinés

SECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES

Constats



Représentant MINESEC au lancement

- Gestion personnalisée des contributions volontaires des parents d'élèves ;
- Non respect des normes et procédures de gestion des finances publiques;
- Absence de personnalité juridique des APEE.

Problème central

De nombreux dysfonctionnements sont relevés dans la gestion des contributions volontaires des parents d'élèves.

Causes

- La faible connaissance des dispositions réglementaires relatives au fonctionnement des APEE.
- La mauvaise foi des intervenants dans la manipulation des contributions volontaires des parents;
- L'insuffisance du contrôle interne.

Conséquences

- Nombreuses fautes de gestion relevées dans la manipulation des deniers publics;
- Distraction des deniers publics;
- Spoliation des parents;
- Faible taux de réalisation des projets sous fonds d'APEE.

Défis

- Renforcer les capacités des Chefs d'Établissement, des agents financiers, des Présidents, Trésoriers et Commissaires aux Comptes de l'APEE, en ce qui concerne les Normes et Procédures de gestion des finances publiques;
- Doter ces responsables de textes réglementaires relatifs à la gestion des APEE et des finances publiques
- Eradiquer la corruption dans la gestion des contributions volontaires des parents d'élèves;
- Accroître la qualité et la quantité des réalisations sous fonds APEE.

Objectif global : « Au bout de 100 jours, réduire de 80% les fautes de gestion dans l'exécution des dépenses sous fonds d'APEE au sein des établissements scolaires publics. »

Objectifs spécifiques

- Élaborer une cartographie des fautes de gestion courantes dans le fonctionnement des APEE;
- Former les parties prenantes à la maîtrise des textes relatifs à la gestion des finances publiques;
- Harmoniser les pratiques de la collecte, de la sécurisation et de l'exécution des dépenses sous fonds d'APEE conformément à la réglementation en vigueur;
- Mettre en œuvre un mécanisme d'émulation des parties prenantes à la gestion des contributions des parents d'élèves et féliciter les acteurs qui se sont distingués positivement
- Mettre en œuvre un mécanisme de sanctions des parties prenantes à la gestion des contributions des parents d'élèves et sanctionner les acteurs qui se sont distingués négativement.

Résultats attendus

- Cartographie des fautes de gestion couramment relevées dans la gestion des finances publiques élaborée et publiée.
- Parties prenantes à la manipulation des fonds APEE sensibilisées et outillées en matière de textes réglementaires relatifs à la gestion des APEE et des finances publiques.
- Procédures de collecte, de sécurisation et d'exécution des dépenses améliorées et harmonisées.
- Mécanisme d'émulation des parties prenantes mis en œuvre et acteurs qui se sont distingués positivement félicités.
- Mécanisme de sanctions des parties prenantes mis en œuvre et acteurs qui se sont distingués négativement sanctionnés.

COMMENT DENONCER UN ACTE DE CORRUPTION

Que dénoncer? Tout acte de corruption en mettant l'accent sur les faits.

Qui peut-on dénoncer? Toute personne impliquée dans un acte de corruption.

Comment dénoncer ? Indiquer les noms, prénoms, lieu de service et fonction de la personne dénoncée. Décrire l'acte posé. Il est possible de faire une dénonciation anonyme.

Comment contacter la CONAC ? On peut, par une requête, saisir Monsieur le Président de la CONAC par l'une des voies suivantes:

- **Ligne verte : 1517 (les appels sont gratuits)**
- **Courrier : Déposer la dénonciation au siège de la CONAC sis au Palais des Congrès de Yaoundé.**
- **Boîte Postale : B.P. 33200 Yaoundé.**
- **Téléphone : 222 20 37 30 / 658262682 / 651649194**
- **Fax : 222 20 37 30**
- **Email : info@conac.cm**

En dénonçant la corruption, vous contribuez à la construction d'un Cameroun uni, fort et prospère.

« ESPACE CONAC » SCHEDULE - 13MINS

TELEVISION VERSION

	Day of broadcast	Time of broadcast
CRTV	Wednesday	15h30
	Thursday	15h30
Canal 2 International	Monday	18h30
	Thursday	15h00

RADIO VERSION

CRTV Nat. Station	Saturday	9:45am
-------------------	----------	--------

« ESPACE CONAC ALERT » - 6MINS

CRTV Télévision	Monday	09h00
	Wednesday	18h00
CRTV Nat. Station	Tuesday	9h00
	Thursday	9h00

**INTEGRITY IS THE QUEST FOR
PERMANENT. SAY NO TO
CORRUPTION EVERY TIME,
EVERYWHERE**

FENASSCO A GAMES: CONAC'S PARTICIPATION HAILED

The National Anti-Corruption Commission, CONAC, left footprints on the arena of the 2019 FENASSCO A Games, as officials promised to work very closely with the institution in subsequent editions.



All the 20 candidates who wrote the Quiz received certificates of participation.



The written exercise lasted over two hours.



The Integrity Quiz has added variety to the FENASSCO A Games.

An Integrity Quiz organized by the National Anti-Corruption Commission on the sidelines of the 2019 FENASSCO A Games in Yaounde stunned organisers, as they now wish for more collaboration with CONAC at all levels of the Secondary School Games.

According to the President of the National Federation of School Sports League A, Samuel Rigobert MANDENG, the Integrity Quiz has added variety to the Games and will go a long way to build the moral and intellect of

athletes. He explained that the organisers of the FENASSCO A Games are reflecting on how best the activity of CONAC can be introduced in the Games. "We are looking forward to working more closely with CONAC at all levels of the competitions starting with the selection phase at the Regions", Samuel Rigobert MANDENG said, as he collected results of the CONAC Integrity Quiz.

The written exercise that lasted over two hours in one of the classrooms at Lycee General Le

Clerc, the main ground for the Games, saw DJEINABOU ALI MOHAMADOU Inna from the West Region emerge to the top position with a score sheet of 91 points on 100, to grab a Gold Medal. She was followed by ESOLA TSAGUE Princess Audrey from the Adamawa Region who scored 90 points and got a Silver Medal. The third position was occupied by BILOUNGA MOUAGA Josephine from the Centre Region whose 87 points gave her a Bronze Medal of Integrity.

The winners, just like the 18

other participants of the Integrity Quiz, see their performances as a call to become ambassadors of CONAC in their various schools. While DJEINABOU says she will henceforth sensitize her school mates and friends on the dangers of Corruption and on the need to reinforce the fight against the cankerworm, TSAGUE Audrey hopes to use her trophy to coax her Principal at Lycée Classique et Moderne in Ngaoundere to take measures for the creation of an Ethics Club in the school.

Apart from the medals, prizes were also awarded to the first five students. Meanwhile, all the twenty candidates who wrote the Quiz received certificates of participation.

The students were selected from the ten Regions of Cameroon by their officials with each Region presenting two candidates.

The exercise is in line with the National Integrity Education programme of CONAC inscribed in the National Anti Corruption Strategy.

LA CONAC POUR DES JEUNES INTÈGRES

Le Quizz d'Intégrité de la CONAC, organisé pendant les Finales Nationales des Jeux FENASSCO, édition de 2019, est un moyen de semer au sein de la jeunesse les graines de l'intégrité.

La CONAC a participé activement aux Jeux FENASSCO, édition de 2019, qui se sont tenues à Yaoundé du 1^{er} au 07 Avril. A travers un Quizz d'Intégrité. L'activité rentre dans le cadre du Programme National d'Education à l'Intégrité (PNEI) conduit par la CONAC depuis des années.

Pour ces Finales Nationales des Jeux FENASSCO, édition de 2019, 20 candidats, à raison de deux par Région, ont participé au quizz d'intégrité. Les candidats ont abordé une épreuve de

100 questions, notée chacune sur un point, avec la détermination de remporter le premier prix.

Les connaissances attendues de ces candidats sont relatives à l'intégrité, à la probité et à l'organisme public indépendant chargé de contribuer à la lutte contre la corruption au Cameroun qu'est la CONAC.

Trois filles se sont distinguées pour les trois prix mis en jeu, en obtenant respectivement 91, 90, 87 points.

Les trois lauréates de cette édition, comme les gagnants de l'édition passée, sont

conscientes du rôle de la CONAC, de la contribution attendue des citoyens dans le combat contre la corruption et surtout du rôle d'Ambassadeurs de la CONAC qu'elles sont désormais appelées à jouer au sein de leurs Etablissements scolaires respectifs.

Le quizz d'intégrité de la CONAC, tout comme la création des clubs d'intégrité dans les Institutions d'éducation et de formation à travers le pays, est un moyen de semer au sein de la jeunesse les graines de l'intégrité.

FENASSCO A : LES GAGNANTS

Rank	Nom	Score / 100	Région	Etablissements
1er	Djeinabou ALI HAMADOU INNA	91	Ouest	Lycée .Classique de Bafoussam
2ème	ESSOLATSAGUE Princesse Audrey	90	Adamaoua	Lycée Classique et Moderne de Ngaoundéré
3ème	BILOUGA MOUAGA Josephine A.G.	87	Centre	Lycée Général le Clerc
4ème	FADOU Ndam	87	Nord	Lycée de Pitoa
5ème	MEDJO MBE	8	Est	Collège Adventiste Bilingue de Bertoua

NB : Les numéros 3 et 4 ont été départagés par une question d'actualité.

CONAC PREACHES INTEGRITY TO UPAC STUDENTS

The National Anti Corruption Commission, CONAC, was recently on the corridors of the Protestant University of Central Africa, better known by its French acronym, UPAC, to preach integrity to students, and visitors on campus. This was during the Open Door Days organised at the Institution on the 17th and 18th of April, 2019.

The event, aimed at making known the training opportunities at the Protestant University of Central Africa, was equally an occasion to enrol the fight against corruption in the day to day activities of the Institution.

In an audience granted the CONAC team minutes before the official launching of the open door event, the Rector of the Institution, Rev. Prof. Thimothée BOUBA MBIMA, thanked CONAC for honouring their invitation and wished to see the activities of the National Anti Corruption Commission more visible in his Institution. He said even though UPAC is a Christian university, there are still possibilities of

corruption taking place in the school. He noted, with regret, that some students have taken on habits that go parallel with the values of honesty, truth and integrity that the university upholds. To the university don, it is high time the National Anti-Corruption Commission and the Protestant University of Central Africa work in synergy to bar the road to corruption in the university, which is gradually gaining grounds in the labour market.

CONAC representatives assured the Protestant University Boss that within the frame work of its National Integrity Education Programme, CONAC is extending its actions on the fight against corruption to

all university campuses in Cameroun and that UPAC is not left out.

After the audience, the Rector and the team from CONAC were ushered into the amphitheatre 1500 where students, lecturers, university authorities and guests had assembled for the official launching ceremony of the Open Door Days.

During the ceremony CONAC Newsletters were distributed to all participants, while the CONAC team proceeded with sensitisation on the fight against corruption and on the activities of the National Anti-Corruption Commission at the stands on the exhibition ground.

**CORRUPTION IS BORNE OF GREEDINESS
INSTILL FEAR IN THE CORRUPT.
DENOUNCE CORRUPTION. CALL 1517**

WESTMINSTER FOUNDATION FOR DEMOCRACY A LA CONAC

LA FONCTION DE MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE AU CENTRE D'UNE AUDIENCE

Une équipe conduite par le Haut-Commissaire de Grande Bretagne au Cameroun a été reçue en audience à la CONAC le 09 avril 2019.



Les hôtes de la CONAC ont exprimé le vœu de voir la fonction de médiateur rendue officielle au Cameroun.

C'est une forte délégation qui a été reçue par le Président de la CONAC, le Rév. Dr Dieudonné MASSI GAMS et ses proches collaborateurs. S.E. ROWAN James, Haut-Commissaire de Grande-Bretagne au Cameroun ; Dr Michael WARDLOW, Chef de la mission d'Equité de l'Irlande du Nord, Francesca RICHARDS, Ombudsman du service public d'Ecosse ; Dr Luka GLUSAC, Conseiller à l'Institut des Droits de l'Homme de Serbie ; et deux cadres du Haut-Commissariat de Grande-Bre-

tagne, ont échangé avec les dirigeants de la CONAC sur la médiation. Ils ont abordé dans les détails le rôle du médiateur entre la population et le service public et son apport dans la résolution des conflits, l'amélioration du service ainsi que la promotion de l'image du Gouvernement.

Au cours de la rencontre, la CONAC a présenté aux membres de la délégation ses missions, son organisation, son fonctionnement, ses réalisations ainsi qu'un état de sa coopération avec le Commonwealth. Ses hôtes ont observé que, par ses

activités, la CONAC fait de la médiation. Ils ont exprimé le vœu de voir la fonction de médiateur rendue officielle au Cameroun afin de permettre à l'Institution qui en aura la charge de jouer pleinement ce rôle.

Westminster Foundation for Democracy est un organisme public indépendant du Royaume-Uni chargé de promouvoir les Institutions démocratiques à travers le monde.

“ WE ARE VERY IMPRESSED TO SEE THE WORK YOU ARE DOING AT CONAC ”

Ms Francesca RICHARDS,
Ombudsman for the
Scottish Public Service.

What's your take on the functioning of CONAC?

We are very impressed to see the work you are doing here at CONAC. There are similarities in the Ombudsman services we provide in Scotland and what you do. The similarities in the independent way you investigate and the independent way we investigate come with challenges in ensuring people are safe and to create trust in the way things are handled, so that more people can come and report more cases of corruption.

What can be done to reinforce the work CONAC is doing?

It's important to maintain the systems you have and to grow that process. It's also

important to use the options you have for rallying people, to increase the breadth and diversity of the geographical reach. This will greatly enhance the decentralization process which seems like an important next step. Also, anything to communicate with a wider public is always welcomed as we also struggle with that. Every country has the same problem of trying to inform citizens on how to engage with the anti corruption system.

Take home message to the UK?

I will be taking back the very impressive way you collaborate with the civil society and a wide variety of people with a range of different backgrounds. That is something we can learn from and think about how to engage these groups of people.



Ms Francesca RICHARDS: “There are similarities in the Ombudsman services in Scotland and what CONAC does”.

VISITING EU DELEGATION LAUDS CONAC'S BRAVERY AND TENACITY

“...CONAC is undertaking a courageous and professional task with regards to its investigations”.



The Chair (middle) and Vice-Chair (short sleeve white) of CONAC with the EU delegation.

The over two-hour visit from the European Union on the 18th of April, 2019, was pregnant as the EU team probed into CONAC's activities. CONAC's mission, organizational chart, operational documents, intervention tools and the institution's prospects were presented to the team, headed by Benedikt MADL, which expressed satisfaction.

In the exchanges that ensued among the EU and the CONAC team led by the Chairman, Rev. Dr Dieudonné MASSI GAMS, the EU delegation took interest in CONAC's best indicators for measuring its

successes, the recently introduced National Corruption Perception Index and equally sought to know if there were any follow up on recommendations made after the submission of the CONAC's Annual Reports.

In response to these and other expressed worries, the Chairman of CONAC, Rev. Dr Dieudonné MASSI GAMS, and the Vice-Chair, Professor François ANOUKAHA, said the fight against corruption was progressive. To them, the present dispensations at CONAC's disposal in fighting corruption give room for social peace in

Cameroun's political context.

To the head of the EU delegation, Benedikt MADL, the meeting with CONAC was quite enriching as the open and frank dialogue shared was useful to understand the functioning of CONAC and its past and ongoing investigations. To him, the take home message to the EU is that CONAC is undertaking a courageous and professional task with regards to its investigations. He concluded by stating that CONAC's priorities and recommendations are also topics of interest to the European Union.

« CES ÉCHANGES NOUS ONT PERMIS DE MIEUX COMPRENDRE LES MÉTHODES DE TRAVAIL DE LA CONAC »

Benedikt MADL, Premier Secrétaire, Chef d'équipe Coopération et Bonne Gouvernance à la Délégation de l'Union Européenne en République du Cameroun.

Quel était l'objectif de la visite de l'Union Européenne à la CONAC ?

L'objectif de notre visite à la CONAC était d'échanger avec la hiérarchie de l'Institution sur les investigations qu'elle mène, sur son rapport sur l'état de la lutte contre la corruption, sur les recommandations de ce rapport et sur les objectifs à moyen et à long termes de l'organisme. Ces échanges nous ont permis de mieux comprendre les mécanismes et les méthodes de travail de la CONAC et de toucher certaines questions spécifiques aux investigations et au suivi. Nous avons apprécié la franchise de ces échanges. Comme l'Union Européenne est un acteur qui s'intéresse à la



Benedikt MADL : « Nous avons apprécié la franchise de ces échanges ».

gouvernance, qui travaille sur les questions de finances publiques, ces échanges ont été très utiles.

Qu'avez-vous donc tiré de cette rencontre ?

C'était très utile d'avoir ces échanges. Nous avons pris note des priorités de la CONAC comme la question du recouvrement des avoirs. Nous allons analyser cela en interne. Il y a aussi la question de la transparence aux concours d'entrée dans les Grandes Ecoles où la CONAC entretient des conventions avec certains Etablissements. Ce sont là des thématiques qui nous intéressent, qu'on va suivre de près.

FIGHTING CORRUPTION IS A CONSCIOUS ACT, NOT AN ACCIDENT. BE AN ANTI-CORRUPTION CRUSADER

CONAC NEWSLETTER

Bulletin bilingue mensuel d'information de la Commission Nationale Anti-Corruption
Tél : 222 20 37 32 Fax : 222 20 37 30
Ligne Verte: 1517 / BP 33 200 Yaoundé
info@conac.cm, www.conac.cm

Directeur de Publication

Rév. Dr. Dieudonné MASSI GAMS

Directeur de Publication Délégué

Pr. François ANOUKAHA

Conseil Editorial

NGALLE EYOUN

Rédacteur en chef

Irene MORIKANG TCHE

Rédaction

Irene MORIKANG TCHE

Richard FEGUE EKANI, Benjamin FOUA EFFA,

Anselme NDOPATA, Jacques TCHENEM VANDOU,

William ITOE TITI, Miranda ATAM

Secrétariat

Eunice BIH F. AZIE

Sylvie VOUFACK

Simon Pierre NTAP

Impression Régie / CONAC